



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Defence Materiel Loan or Transfer for Test and Evaluation Regulations

Règlement sur les prêts ou transferts de matériel de défense aux fins d'essai et d'évaluation

C.R.C., c. 691

C.R.C., ch. 691

Current to September 11, 2021

À jour au 11 septembre 2021

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to September 11, 2021. Any amendments that were not in force as of September 11, 2021 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 11 septembre 2021. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 11 septembre 2021 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Regulations Under Section 52 of the Financial Administration Act Respecting Loans or Transfers of Defence Materiel for Test and Evaluation Purposes

- 1 Short Title
- 2 Interpretation
- 3 Authorization
- 4 Report

TABLE ANALYTIQUE

Règlement concernant les prêts ou transferts de matériel de défense aux fins d'essai et d'évaluation établi en vertu de l'article 52 de la loi sur l'administration financière

- 1 Titre abrégé
- 2 Interprétation
- 3 Autorisation
- 4 Rapport

CHAPTER 691

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Defence Materiel Loan or Transfer for Test and Evaluation Regulations

Regulations Under Section 52 of the Financial Administration Act Respecting Loans or Transfers of Defence Materiel for Test and Evaluation Purposes

Short Title

1 These Regulations may be cited as the *Defence Materiel Loan or Transfer for Test and Evaluation Regulations*.

Interpretation

2 In these Regulations,

materiel means all movable public property, other than money, provided for the Canadian Forces or the Defence Research Board or for any other purpose under the *National Defence Act*, and includes any vessel, vehicle, aircraft, animal, missile, arms, ammunition, clothing, stores, provisions or equipment so provided; (*matériel*)

loan means materiel given to another country on condition of its return; (*prêt*)

Minister means the Minister of National Defence; (*ministre*)

transfer means the granting of all right, title and interest in and to materiel to another country. (*transfert*)

Authorization

3 The Minister, where he considers that the Canadian Forces and national defence would benefit, is authorized

(a) to lend or transfer materiel for test and evaluation purposes, subject to the following conditions:

CHAPITRE 691

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Règlement sur les prêts ou transferts de matériel de défense aux fins d'essai et d'évaluation

Règlement concernant les prêts ou transferts de matériel de défense aux fins d'essai et d'évaluation établi en vertu de l'article 52 de la loi sur l'administration financière

Titre abrégé

1 Le présent règlement peut être cité sous le titre : *Règlement sur les prêts ou transferts de matériel de défense aux fins d'essai et d'évaluation*.

Interprétation

2 Dans le présent règlement,

matériel désigne les biens publics mobiliers, à l'exception de la monnaie, fournis pour les Forces canadiennes ou le Conseil de recherches pour la défense, ou à toute autre fin ressortissant à la *Loi sur la défense nationale*, et comprend tout vaisseau, véhicule, aéronef, animal, projectile, toutes armes, munitions, provisions, tout équipement, tous effets d'habillement ou vivres ainsi fournis; (*materiel*)

ministre désigne le ministre de la Défense nationale; (*Minister*)

prêt désigne tout matériel donné à un autre pays à la condition que ledit matériel soit éventuellement remis; (*loan*)

transfert désigne la cession à un autre pays de tout droit, titre et intérêt à l'égard de matériel. (*transfer*)

Autorisation

3 Lorsqu'il juge qu'il y va de l'intérêt des Forces canadiennes et de la défense nationale, le ministre est autorisé

a) à prêter ou à transférer du matériel aux fins d'essai et d'évaluation, sous réserve des conditions suivantes :

(i) all loans or transfers of materiel under these Regulations shall be restricted to friendly countries,

(ii) all transfers of materiel shall be restricted to consumable items and such other items as are to be tested to destruction,

(iii) all loans or transfers of materiel under these Regulations shall be made gratuitously to the recipient country, unless the Minister decides otherwise;

(b) to accept gratuitously or otherwise material loaned or transferred by friendly countries for test and evaluation purposes;

(c) to pay from public fund such incidental costs as he may consider appropriate, in respect of all or any loans or transfers, including the acceptance thereof, made pursuant to these Regulations; and

(d) to enter into agreements to give effect to the foregoing, the said agreements to contain such other terms and conditions as he may consider appropriate.

Report

4 The Minister shall report annually to the Treasury Board any major item such as a vessel or an aircraft or any item valued at more than \$25,000 that has been on loan to a friendly government for more than one year or that has been transferred.

(i) tous les prêts ou transferts de matériel aux termes du présent règlement doivent se limiter aux pays amis,

(ii) tous les transferts de matériel doivent se limiter aux articles consommables et autres articles dont la mise à l'essai est censée entraîner la destruction,

(iii) tous les prêts ou transferts de matériel en vertu du présent règlement doivent être consentis à titre gracieux au pays bénéficiaire, sauf décision contraire de la part du ministre;

b) à accepter, à titre gracieux ou autre, du matériel prêté ou transféré par des pays amis aux fins d'essai et d'évaluation;

c) à payer, à même les fonds publics, des frais accessoires qu'il juge appropriés et qui sont occasionnés par la totalité ou l'un quelconque des prêts ou transferts consentis conformément au présent règlement, y compris leur acceptation; et

d) à conclure des accords en vue de la mise en vigueur des dispositions susmentionnées, lesdits accords devant être établis selon les modalités qu'il pourra juger à propos.

Rapport

4 Le ministre doit faire rapport annuellement au Conseil du Trésor du prêt ou du transfert de tout article d'importance à un pays ami, tel qu'un navire ou un aéronef, ou de tout article dont la valeur dépasse 25 000 \$.